



Assemblée générale

Distr. limitée
15 juin 2012
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session

Point 63 a) de l'ordre du jour

Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise en œuvre et appui international

Algérie* : projet de résolution

Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise en œuvre et appui international

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 57/2 du 16 septembre 2002 concernant la Déclaration des Nations Unies sur le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique,

Rappelant également sa résolution 57/7 du 4 novembre 2002 sur l'examen et l'évaluation finals du Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 et l'appui au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et ses résolutions 58/233 du 23 décembre 2003, 59/254 du 23 décembre 2004, 60/222 du 23 décembre 2005, 61/229 du 22 décembre 2006, 62/179 du 19 décembre 2007, 63/267 du 31 mars 2009, 64/258 du 16 mars 2010 et 65/284 du 22 juin 2011, intitulées « Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise en œuvre et appui international »,

Rappelant en outre le Document final du Sommet mondial de 2005¹, où il est notamment pris acte de la nécessité de répondre aux besoins particuliers de l'Afrique, ainsi que sa résolution 60/265 du 30 juin 2006,

Rappelant la déclaration politique sur les besoins de développement de l'Afrique, adoptée à l'issue de la réunion de haut niveau tenue le 22 septembre 2008 sur la question²,

* Au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine.

¹ Voir résolution 60/1.

² Voir résolution 63/1.



Rappelant également sa Réunion plénière de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement et son document final³, notamment la constatation du fait qu'il convenait d'accorder une plus grande attention à l'Afrique, en particulier aux pays qui sont les plus mal partis pour atteindre les objectifs du Millénaire à l'échéance de 2015,

Sachant que les pays d'Afrique sont responsables au premier chef de leur développement économique et social, qu'on ne saurait trop insister sur l'importance du rôle que les politiques et stratégies de développement nationales jouent à cet égard et que les efforts de développement de ces pays doivent pouvoir s'appuyer sur un environnement économique international favorable et rappelant, à ce sujet, l'appui accordé au Nouveau Partenariat par la Conférence internationale sur le financement du développement⁴,

Soulignant combien il importe, si l'on veut progresser dans la mise en œuvre du Nouveau Partenariat⁵, qu'existent, aux niveaux national et international, des conditions propices à la croissance et au développement de l'Afrique,

Soulignant également qu'il faut que tous les engagements de la communauté internationale concernant le développement économique et social de l'Afrique soient tenus,

1. *Accueille avec satisfaction* le neuvième rapport complet du Secrétaire général⁶;

2. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur un mécanisme d'évaluation des engagements concernant les besoins de développement de l'Afrique⁷;

3. *Réaffirme* qu'elle appuie sans réserve la mise en œuvre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique⁵;

4. *Réaffirme également* combien elle tient à ce que la déclaration politique sur les besoins de développement de l'Afrique¹ soit pleinement appliquée, telle que réaffirmée dans la Déclaration de Doha sur le financement du développement adoptée comme document final de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, tenue à Doha du 29 novembre au 2 décembre 2008⁸;

5. *Constate* les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Nouveau Partenariat ainsi que l'appui régional et international dont celui-ci bénéficie, tout en ne se cachant pas qu'il reste beaucoup à faire sur le plan de la mise en œuvre;

6. *Prend note* de la Déclaration politique sur le VIH et le sida : intensifier nos efforts pour éliminer le VIH et le sida, adoptée à la réunion de haut niveau sur le VIH/sida le 10 juin 2011⁹; et prend acte de la Déclaration du Sommet africain sur le

³ Voir résolution 65/1.

⁴ Voir *Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique), 18-2 mars 2008* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.II.A.7), chap. I, résolution 1, annexe.

⁵ A/57/304, annexe.

⁶ A/66/202.

⁷ A/65/165.

⁸ Résolution 63/239, annexe.

⁹ Résolution 65/277, annexe.

VIH/sida, la tuberculose et les autres maladies infectieuses, qui s'est tenu à Abuja, du 24 au 27 avril 2001;

7. *Constate* que le VIH/sida, le paludisme, la tuberculose, parmi d'autres maladies infectieuses, constituent de graves menaces pour le monde entier, en particulier pour le continent africain, et sont des obstacles majeurs à la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire;

8. *Réaffirme* la ferme volonté d'apporter une assistance en matière de prévention, de traitement et de soins, dans le but de débarrasser l'Afrique du VIH/sida, du paludisme et de la tuberculose, en répondant aux besoins de tous, en particulier ceux des femmes, des enfants et des jeunes, ainsi que la nécessité urgente d'intensifier considérablement nos efforts visant à assurer l'accès universel, dans les pays d'Afrique, à des programmes complets de prévention du VIH/sida, de traitement, de soins et d'accompagnement, d'accélérer et d'intensifier l'action menée pour élargir en Afrique l'accès à des médicaments de qualité peu coûteux, y compris des antirétroviraux, en encourageant les laboratoires pharmaceutiques à rendre ces médicaments disponibles, et d'assurer le renforcement du partenariat mondial et l'accroissement de l'aide bilatérale et multilatérale, si possible sous forme de dons, destinée à la lutte menée en Afrique contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose, parmi d'autres maladies infectieuses, grâce au renforcement des systèmes de santé;

9. *Prend note* du mémorandum d'accord signé récemment entre le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida sur une collaboration stratégique visant à apporter des réponses durables aux questions liées au VIH, à la santé et au développement en Afrique;

10. *Engage* les partenaires de développement à continuer de soutenir les efforts que font les pays d'Afrique pour renforcer les capacités des systèmes nationaux de santé, notamment en fournissant le personnel de santé qualifié, les données sur la santé fiables et les infrastructures et laboratoires de recherche, et à étendre les systèmes de surveillance dans le secteur de la santé, sans oublier d'appuyer les mesures prises pour prévenir, se prémunir et lutter contre les épidémies, notamment les maladies tropicales orphelines, et, dans ce cadre, réaffirme son appui à la Déclaration de Kampala et au Programme pour une action mondiale¹⁰ ainsi qu'aux conférences de suivi en vue de résoudre la grave crise des personnels de santé en Afrique;

11. *Souligne* qu'il importe d'améliorer la santé maternelle et infantile. et, à cet égard, accueille avec satisfaction la déclaration du Sommet de l'Union africaine sur la santé maternelle, néonatale et infantile et le développement qui s'est tenu à Kampala, du 19 au 27 juillet 2010, et prend acte de la Campagne pour l'accélération de la réduction de la mortalité maternelle en Afrique;

12. *Se déclare profondément préoccupée* par la persistance des effets préjudiciables de la crise financière et économique, la volatilité des cours de l'énergie et des denrées alimentaires, les incertitudes persistantes concernant la

¹⁰ Voir Organisation mondiale de la Santé, *Déclaration de Kampala et Programme pour une action mondiale* (Genève, 2008).

sécurité alimentaire et les problèmes de plus en plus graves que soulèvent les changements climatiques, la sécheresse, la dégradation des terres et la désertification, ainsi que l'appauvrissement de la biodiversité, et leurs graves conséquences pour la lutte contre la pauvreté et la faim, qui pourraient multiplier les difficultés graves dans le cadre de la réalisation des objectifs arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire, en particulier en Afrique;

13. *S'inquiète vivement* de constater que l'Afrique est une des régions les plus touchées par les conséquences de la crise financière et économique mondiale, estime que, même si l'on assiste à une reprise de la croissance mondiale, il est indispensable de soutenir le redémarrage de l'économie, qui est fragile et inégal, et réaffirme donc qu'il importe de continuer d'appuyer ce qui peut être fait pour répondre aux besoins particuliers de l'Afrique et d'agir pour atténuer les conséquences multidimensionnelles de la crise sur le continent;

14. *Note* que la croissance économique rapide de certains pays en développement a des effets positifs sur les mesures prises par le continent africain pour retrouver la croissance malgré le fait que ces pays continuent de connaître des difficultés en matière de développement;

15. *Se déclare préoccupée* par la part anormalement faible de l'Afrique dans les échanges commerciaux internationaux, part qui est d'environ 3 %; se déclare préoccupée et s'inquiète également par le fait que, malgré une hausse globale du volume nominal et de la part de l'aide publique au développement consacrée à l'Afrique, cette aide n'augmentera probablement que de 1 % par an en termes réels, contre 13 % en moyenne au cours des trois dernières années; se déclare préoccupée en outre par l'alourdissement du fardeau de la dette de certains pays d'Afrique, la montée du chômage, la diminution des arrivées de capitaux vers le continent entraînée par la crise financière et économique mondiale, ce qui nuit aux résultats socioéconomiques et politiques que l'Afrique avait acquis de haute lutte ces dernières années;

16. *Note* que l'investissement étranger direct est une importante source de financement pour le développement et, à cet égard, demande aux pays développés de continuer à élaborer des mesures à prendre dans les pays d'origine pour encourager et faciliter les flux d'investissements étrangers directs, notamment au moyen de crédits à l'exportation et d'autres instruments de financement, de garanties contre les risques et de services de développement de l'activité commerciale;

17. *Demande* aux pays en développement ou en transition de continuer à s'efforcer de créer des conditions internes propices aux investissements, notamment sur le plan de la transparence, de la stabilité et de la prévisibilité, garantissant l'application effective des clauses contractuelles et le respect des droits de propriété;

18. *Réaffirme* qu'il faut accroître le poids et la participation des pays en développement, y compris les pays d'Afrique, dans le processus international de prise des décisions économiques et de définition des normes, prend note des mesures récentes prises dans ce sens et souligne à cet égard qu'il est indispensable d'éviter une plus grande marginalisation du continent africain;

I Mesures prises par les pays et organisations d'Afrique

19. *Salue* les progrès accomplis par les pays d'Afrique dans la réalisation de leurs engagements relatifs à la mise en œuvre du Nouveau Partenariat, au renforcement de la démocratie, des droits de l'homme, de la bonne gouvernance et de la bonne gestion économique, et encourage ces pays à continuer à s'efforcer de progresser dans cette voie, avec la participation des parties directement concernées, y compris la société civile et le secteur privé, en mettant en place et en renforçant les institutions chargées de la gouvernance, en créant des conditions propices à la participation du secteur privé, y compris les petites et moyennes entreprises, à la mise en œuvre du Nouveau Partenariat, à établir des partenariats entre le privé et le public pour financer des projets d'infrastructure et à attirer des investissements étrangers directs aux fins du développement de la région;

20. *Se félicite* de la collaboration entre le Forum africain du secteur privé et le Pacte mondial des Nations Unies et appelle au renforcement de ce partenariat, en concertation avec la Commission de l'Union africaine, en vue d'apporter un appui au développement du secteur privé en Afrique et à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, conformément aux décisions prises en la matière par le Conseil exécutif de l'Union africaine;

21. *Salue* la prise en compte du Nouveau Partenariat dans les structures et mécanismes de l'Union africaine et la création du Comité de planification et de coordination du Partenariat en tant qu'organe technique de l'Union africaine, et, à cet égard, constate qu'il faut que les pays d'Afrique continuent de coordonner toutes les formes d'aide extérieure, compte tenu de leurs stratégies et priorités nationales respectives, afin d'intégrer effectivement cette aide à leur développement;

22. *Prend note avec reconnaissance* de ce que font l'Union africaine et les communautés économiques régionales en matière d'intégration économique et de ce que l'Union africaine continue à faire pour mettre en œuvre la disposition qui figure dans ses résolutions 59/213 du 20 décembre 2004, 61/296 du 17 septembre 2007 et 63/310 du 14 septembre 2009, et souligne l'importance du rôle joué par le système des Nations Unies, qui apporte son soutien à l'Union africaine dans les domaines social, économique et politique ainsi que dans celui de la paix et de la sécurité;

23. *Sait l'importance* du rôle que les communautés économiques régionales africaines peuvent jouer dans l'application du Nouveau Partenariat et, à cet égard, encourage les pays d'Afrique et la communauté internationale à apporter à ces communautés l'appui nécessaire au renforcement de leurs capacités;

24. *Salue* la décision qu'ont prise les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, à la dix-huitième session ordinaire, d'intensifier le commerce intra-africain¹¹, qui joue un rôle important dans la promotion de la croissance et du développement économiques, et invite les organismes des Nations Unies et les partenaires de développement à soutenir les efforts des pays d'Afrique, de l'Union africaine et des communautés économiques régionales visant à stimuler le commerce intra-africain;

25. *Se félicite* des louables progrès accomplis dans la mise en œuvre du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, en particulier en ce qui concerne

¹¹ Disponible à l'adresse www.africanunion.org.

l'achèvement de l'évaluation dans quatorze pays, ainsi que de ceux accomplis dans l'application des programmes d'action de pays issus de ces évaluations, et, à cet égard, invite instamment les États africains qui ne l'ont pas encore fait à envisager de se joindre au Mécanisme et, ce faisant, à en renforcer l'efficacité;

26. *Salue et apprécie* le fait que les pays d'Afrique continuent à se donner de plus en plus de mal pour adopter systématiquement une démarche soucieuse de la problématique hommes-femmes et de l'autonomisation des femmes dans la mise en œuvre du Nouveau Partenariat;

27. *Accueille avec satisfaction* le document final de la Conférence sur le développement durable, qui s'est achevée à Rio de Janeiro (Brésil) le 22 juin 2012, document intitulé « L'avenir que nous voulons »¹², qui est une contribution importante à l'action qui continuera d'être menée pour répondre aux besoins de l'Afrique en matière de développement;

28. *Engage* les pays d'Afrique à avancer plus rapidement vers l'objectif de la sécurité alimentaire en Afrique; *salue* l'engagement pris par les dirigeants africains d'augmenter la part de leurs dépenses budgétaires consacrée à l'agriculture et au développement rural et de garantir une meilleure gouvernance de façon à gérer efficacement les ressources disponibles; *réaffirme*, à cet égard, son appui, notamment au Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine et aux conclusions de la réunion de suivi du Comité technique international du Sommet d'Abuja sur la sécurité alimentaire, qui s'est tenue à Addis-Abeba en mai 2007;

29. *Engage également* les pays d'Afrique à renforcer et à développer les infrastructures locales et de transit et à continuer de mettre en commun leurs meilleures pratiques, afin de renforcer l'intégration régionale, et, à cet égard, se félicite du travail accompli par le sous-comité de haut niveau de l'Union africaine sur l'initiative présidentielle en faveur des infrastructures, qui vise à développer encore les infrastructures sur le continent africain, en collaboration avec les partenaires de développement concernés;

30. *Engage en outre* les pays d'Afrique à mettre au point une stratégie intégrée et coordonnée de communication et d'action locale à l'échelle du continent afin de sensibiliser encore le public aux buts et objectifs du Nouveau Partenariat;

II

Action de la communauté internationale

31. *Se félicite* des efforts déployés par les partenaires de développement pour renforcer la coopération avec le Nouveau Partenariat;

32. *Se félicite également* des diverses initiatives d'importance lancées par les pays africains et leurs partenaires de développement, parmi d'autres initiatives, souligne qu'il importe de coordonner ces initiatives en faveur de l'Afrique et qu'il convient de les traduire dans les faits, et, à cet égard, constate que la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et la coopération triangulaire peuvent jouer un rôle important en appuyant l'action que l'Afrique mène en faveur du développement, y compris en ce qui concerne la mise en œuvre du Nouveau Partenariat, tout en gardant à l'esprit

¹² A/CONF.216/L.1.

que la coopération Sud-Sud ne saurait se substituer à la coopération Nord-Sud mais devrait plutôt la compléter;

33. *Demande instamment* que l'on continue d'appuyer les mesures prises pour relever les défis liés à l'élimination de la pauvreté, à la lutte contre la faim, à la création d'emplois et à la réalisation du développement durable en Afrique, notamment, selon le cas, les mesures d'allègement de la dette, d'amélioration de l'accès aux marchés et d'appui au secteur privé et à la création d'entreprises, les mesures prises pour respecter les engagements pris concernant l'aide publique au développement et les mesures de stimulation des investissements étrangers directs et de transfert de technologie selon des modalités arrêtées d'un commun accord;

34. *Se déclare profondément préoccupée* par les effets négatifs de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse sur le continent africain et, surtout, par la gravité de la situation dans laquelle se trouvent la région du Sahel et la Corne de l'Afrique, qui connaissent l'une des pires sécheresses de l'histoire, et souligne qu'il faut prendre des mesures à court, à moyen et à long terme et s'assurer que la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique¹³, et son plan-cadre stratégique décennal (2008-2018)¹⁴ sont mis en œuvre pour remédier à la situation;

35. *Constate* que l'Afrique, qui contribue moins que toute autre région au changement climatique, est l'une des plus vulnérables et des plus exposées à ses effets néfastes et, à cet égard, appelle la communauté internationale, en particulier les pays développés, à continuer de soutenir les efforts d'adaptation et de développement durable de l'Afrique, notamment par le transfert et le déploiement de technologies, le renforcement des capacités et l'affectation de nouvelles ressources adéquates et prévisibles, dans le respect des engagements pris;

36. *Réaffirme* que le commerce joue un rôle majeur en tant que moteur d'une croissance économique soutenue, partagée et équitable et du développement durable, qu'il contribue notamment, vu le taux élevé de chômage des jeunes enregistré en Afrique, à stimuler la création d'emplois, et qu'il apporte une contribution à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, souligne qu'il faut résister à la tentation du protectionnisme et corriger les mesures qui faussent les échanges et sont contraires aux règles de l'Organisation mondiale du commerce, tout en reconnaissant aux États, en particulier aux pays en développement, le droit de se prévaloir pleinement des possibilités de souplesse que leur laissent les engagements et obligations qu'ils ont contractés dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, et considère que si le cycle de négociations commerciales de Doha aboutit rapidement à un accord équilibré, ambitieux, global et axé sur le développement, cela donnera au commerce international un coup de fouet dont il a bien besoin et cela stimulera la croissance et le développement économiques;

37. *Réaffirme également* qu'il faut que tous les pays et toutes les institutions multilatérales concernées continuent de s'efforcer de donner une plus grande cohérence à leurs politiques commerciales à l'égard des pays d'Afrique, et constate l'importance de l'action menée pour intégrer pleinement ces pays au système

¹³ *Recueil des Traités*, vol. 1954, n° 33480.

¹⁴ A/C.2/62/7, annexe, décision 3/COP.8.

commercial international et leur donner les moyens d'être compétitifs grâce à des initiatives comme Aide pour le commerce et, vu la crise économique et financière mondiale, les aider à faire face aux difficultés d'ajustement liées à la libéralisation des échanges;

38. *Prend acte* du troisième Examen global de l'Aide pour le commerce, réalisé à Genève les 18 et 19 juillet 2011, dont l'objet était de faire le point des progrès réalisés et de définir les mesures supplémentaires à mettre en œuvre pour aider les pays en développement et les pays les moins avancés, à développer leurs capacités de production et d'exportation, et souligne que les engagements pris au titre de l'aide pour le commerce doivent être concrétisés dans les meilleurs délais;

39. *Demande* que le problème de la dette extérieure des pays d'Afrique soit réglé de façon globale et durable, et estime que l'allègement de la dette (y compris, le cas échéant, l'annulation de la dette), le réaménagement de la dette et l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés ont à jouer, au cas par cas, un rôle important d'instruments de prévention et de gestion de la crise de la dette pour atténuer les répercussions de la crise financière et économique mondiale sur les pays en développement;

40. *Se félicite* des efforts faits par certains pays développés, qui sont en bonne voie de tenir leur engagement d'augmenter le montant de leur aide publique au développement;

41. *Est profondément préoccupée* de constater que l'engagement pris de doubler l'aide en faveur de l'Afrique à l'horizon 2010, tel qu'énoncé au Sommet du Groupe des Huit tenu à Gleneagles du 6 au 8 juillet 2005, n'a pas été entièrement respecté et, à cet égard, souligne la nécessité de progresser rapidement si l'on veut que les engagements contractés à Gleneagles soient respectés, ainsi que les autres grands engagements par lesquels les donateurs ont résolu d'accroître par différents moyens le volume de leur aide;

42. *Met l'accent* sur le fait que la concrétisation de tous les engagements pris en matière d'aide publique au développement est primordiale, y compris sur le fait que de nombreux pays développés se sont engagés à consacrer 0,7 % de leur produit national brut à l'aide publique au développement des pays en développement à l'horizon 2015, ainsi que 0,15 % à 0,20 % du produit national brut pour les pays les moins avancés, et prie instamment les pays développés qui ne l'ont pas encore fait de tenir leurs engagements en matière d'aide publique au développement en faveur des pays en développement;

43. *Estime* que les mécanismes innovants de financement peuvent aider les pays en développement qui décident d'y recourir à mobiliser des ressources supplémentaires aux fins de leur développement sur une base volontaire et que ces mécanismes devraient compléter, sans les remplacer, les modes traditionnels de financement et, tout en saluant les progrès considérables qui ont été faits dans le domaine des sources innovantes de financement du développement, souligne qu'il importe que les initiatives déjà prises soient transposées à plus grande échelle et que de nouveaux mécanismes soient mis au point s'il y a lieu;

44. *Se félicite* de l'intensification des efforts déployés pour améliorer la qualité de l'aide publique au développement et en accroître l'efficacité; salue le Forum du Conseil économique et social pour la coopération en matière de développement; prend acte des autres initiatives telles que les forums de haut niveau

sur l'efficacité de l'aide, dont sont issus la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, le Programme d'action d'Accra¹⁵ et le Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement¹⁶, qui contribuent de façon importante aux efforts des pays qui y ont souscrit, notamment par l'adoption des principes fondamentaux que sont l'appropriation nationale, l'alignement, l'harmonisation et la gestion axée sur les résultats; est consciente qu'il n'existe pas de formule universelle qui garantirait l'efficacité de l'aide et que la situation particulière de chaque pays doit être étudiée de près;

45. *Est consciente* qu'il faut que la communauté internationale axe plus particulièrement ses efforts sur l'appui au Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine, et prend note à ce propos de la Déclaration du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire mondiale¹⁷;

46. *Invite* tous les partenaires de développement de l'Afrique, en particulier les pays développés, à aider les pays d'Afrique à favoriser et maintenir la stabilité macroéconomique, à les aider à attirer des investissements et à promouvoir des politiques susceptibles d'attirer des investissements intérieurs et étrangers, par exemple en encourageant la circulation des capitaux privés, à pousser le secteur privé en Afrique à investir, à faciliter et à encourager le transfert à des conditions favorables des technologies dont les pays d'Afrique ont besoin, notamment à des conditions de faveur et préférentielles convenues d'un commun accord, et à aider ces pays à renforcer les capacités humaines et institutionnelles dont ils disposent pour mettre en œuvre le Nouveau Partenariat conformément aux priorités et objectifs de celui-ci et dans le but de promouvoir le développement de l'Afrique à tous les niveaux;

47. *Souligne* que la prévention, la gestion et le règlement des conflits, ainsi que la consolidation de la paix après les conflits, conditionnent la réalisation des objectifs du Nouveau Partenariat, et se félicite à cet égard de la coopération et de l'appui dont les organisations régionales et sous-régionales africaines bénéficient de la part des organismes des Nations Unies et de leurs partenaires de développement pour la mise en œuvre du Nouveau Partenariat;

48. *Se félicite* que la Commission de consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies continue de s'efforcer d'aider les pays d'Afrique qui sortent d'un conflit, notamment les six pays africains au titre desquels la Commission a siégé en formation pays;

49. *Prie* les organismes des Nations Unies de continuer à aider l'Agence de planification et de coordination du Nouveau Partenariat et les pays d'Afrique à élaborer des projets et programmes s'inscrivant dans les priorités du Nouveau Partenariat et de mettre plus fortement l'accent sur le contrôle et l'évaluation de l'efficacité de ses activités d'appui au Nouveau Partenariat, ainsi que sur la diffusion d'informations y relatives;

¹⁵ A/63/539 (annexe).

¹⁶ Disponible à l'adresse :

http://www.aideeffectiveness.org/busanhlf4/images/stories/hlf4/OUTCOME_DOCUMENT_-_FR.pdf.

¹⁷ Voir Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, document WSFS 2009/2.

50. *Invite* le Secrétaire général à insister auprès des organismes des Nations Unies qui s'occupent du développement, dans le cadre de la suite donnée au Sommet mondial de 2005, pour qu'ils aident les pays d'Afrique à mener des initiatives à effet rapide, notamment dans le cadre du projet « Villages du Millénaire », et le prie d'évaluer ces initiatives dans son rapport;

51. *Prie* le Secrétaire général de pousser dans le sens du renforcement de la cohérence des activités menées par le système des Nations Unies à l'appui du Nouveau Partenariat, selon les modules convenus du mécanisme de coordination régional pour l'Afrique¹⁸, et demande à ce propos aux organismes des Nations Unies de continuer à prendre en compte les besoins particuliers de l'Afrique dans toutes leurs activités normatives et opérationnelles;

52. *Réaffirme* l'engagement pris par tous les États de créer un mécanisme permettant de contrôler la suite donnée à tous les engagements ayant trait au développement de l'Afrique, comme prévu au paragraphe 39 de la déclaration politique sur les besoins de l'Afrique en matière de développement², et à cet égard, prie le Président de l'Assemblée générale de poursuivre les consultations menées par les États Membres avec la participation des partenaires concernés sur la nature, le champ d'application, les priorités et les dispositifs institutionnels pour un mécanisme de suivi qui s'appuie sur les mécanismes existants ainsi que sur les recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général⁶ afin qu'il soit opérationnel d'ici à la fin de la soixante-sixième session de l'Assemblée générale;

53. *Prie* le Secrétaire général de continuer de prendre des mesures pour renforcer le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, afin de permettre à celui-ci de s'acquitter efficacement de son mandat, notamment en suivant les progrès accomplis dans la satisfaction des besoins particuliers de l'Afrique et en en rendant compte;

54. *Prie également* le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-septième session, un rapport complet sur l'application de la présente résolution, fondé sur les éléments que lui auront communiqués les gouvernements, les organismes des Nations Unies et les autres parties directement concernées par le Nouveau Partenariat.

¹⁸ Les neuf modules sont les suivants : développement de l'infrastructure; environnement, population et urbanisation; développement social et humain; science et technologie; plaidoyer et communications; gouvernance; paix et sécurité; agriculture, sécurité alimentaire et développement rural; industrie, commerce et accès aux marchés.